

Service Pénitentiaire



Prison de Ligali

frais payés le 5-6-52
Quitt n° 134/52

RE 13183

R.E. 6046, Ruacumberi.

Nom : RUBUNDA

Origine : Gukomero

Chefferie : Bwanyagantwe

Territoire : Ligali

Profession : Cultivateur

N° du R.E. : 13183

Formule dactyloscopique : _____

Arrêté le : 31-3-52

Trois ans et six mois spp

Condamné le : 2-5-52

1/4 de peine : 9-2-53

Sorti le : 27-9-55

Transféré le : _____

Rapatrié le : _____

Expulsé le : _____

Décédé le : _____

LE GARDIEN,

L. C.

Ruhengeri



9762

le 23-11-54

Seisont l'ord-

ORDONNANCE

Le Vice-Gouverneur Général, **ff.**,
Gouverneur du Ruanda-Urundi,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1926, qui pourvoit à l'exécution de cette loi ;

Vu spécialement en sa section VIII (livre premier) le décret du 30 janvier 1940 formant code pénal rendu exécutoire dans le territoire du Ruanda-Urundi par ordonnance 43/Just. du 18 mai 1940 ;

Vu l'ordonnance 31/Just. du 13 avril 1942 rendant exécutoire dans le territoire du Ruanda-Urundi, l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 13 novembre 1897 sur la libération conditionnelle ;

Vu, spécialement en ses articles 49 et 50, l'ordonnance du Gouverneur Général du 15 octobre 1931, mise en vigueur au Ruanda-Urundi par ordonnance n° 30/Just. du 13 avril 1932 ;

Attendu que le nommé **RUBUNDA, fils de Rwatambuga(+) et de Nyirarukaka(+)** R.E. 6046
originaire de **la colline Gikomero, chefferie du Bwanacyambwa, territoire de Kigali.**

a été condamné le **2 mai 1952**

par le tribunal d'e **Résidence du Ruanda**

à **TROIS ET SIX MOIS.**

de servitude pénale ;

Attendu qu'il a été incarcéré le **31/3/52**

Attendu qu'il a accompli plus d'un quart de sa peine et que la durée de l'incarcération subie dépasse trois mois ;

Sur la proposition du Chef du Service du Contentieux et de la Justice,

ORDONNE :

Article premier.

Le nommé **RUBUNDA**
préqualifié, est libéré conditionnellement.

Le maintien de cette libération est subordonné aux conditions suivantes :

Article deuxième.

La présente ordonnance sortira ses effets le jour de sa notification à l'intéressé.

Usumbura, le **10 novembre 1954**

A. CLAEYS BOUUAERT,
Sé/ **A. CLAEYS BOUUAERT,**

Pour copie certifiée conforme

Usumbura, le **16 novembre 1954**.

Le Chef du Service du Contentieux et de la Justice.

J. WESTHOF,



REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA
SEANT A KIGALI.

Reg. du M.P. No 2544/S.-

Reg. du rôle. No 603/TER.-

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance du
Ruanda-Urundi, résidant à Kigali;En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 juillet 1923;Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali;
de recevoir et emprisonner le nommé RUBUNDA, munyarwanda, préqualifié,
détenu à la prison de Kigali;condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda à Kigali;
en date du deux mai 1952 devenu irrévocable le 12 mai 1952.
à TROIS ANS ET SIX MOIS DE SERVITUDE PENALE PRINCIPALE
du chef de (voir au verso).-

Kigali, le 2 mai 1952.-

L'Officier du ministère Public,
CH. SACRE.-

RESUME DES FAITS.-

Avoir à la colline Gahengeri, chefferie Rukaryi, territoire de Kigali, Résidence du Ruanda, le 27 ou 28 mars 1952, comme coauteur, frauduleusement soustrait deux génisses et un taurillon au préjudice de l'indigène BUREKEYA, avec cette circonstance que le vol a été commis la nuit dans les dépendances d'une hutte habitée, fait prévu et puni par les articles 279 et 81 C.P.L.II.-

Bureau de Urcu. p. 74
N° 734/52

Comptabilité modèle 18.

Frs. 1279

Exercice 1952

Budget VN

Art. 27 Lit.

QUITTANCE

Le 5-6 1952.

Reçu de M RV DUN 32

la somme de 2017 2175 dans francs p.
pour paiement pour 204 jours T. A. A. de 2-5-52
R. A. : 2544/5 - R. A. 603

Le Comptable (2) d Urcu

(2) Désignation

[Signature] 952

N.A. ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

RMP.254/S

L'an mil neuf cent cinquante deux le treizième jour du mois de avril

Par devant Nous, PREUD'HOMME Juge de Tribunal de Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Tribunal de Police~~ a comparu le nommé RUBUNDA, muryarwanda,
préqualifié, détenu à la prison de Kigali

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali
a exposé qu'une instruction du chef de Vol qualifié, (art. 79 et 81 C.P.P.L.11)

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante deux, le Treizième jour du mois de avril

Nous PREUD'HOMME Juge ^{suppléant} du Tribunal de Résidence de u Ruanda, résidant à Kigali
~~Juge de Police~~

Attendu que le nommé RUBUNDA
est prévenu de VOL QUALIFIÉ (art. 79 et 81 C.P.L. 11)
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de KIGALI

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de S.P.
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé RUBUNDA
soit conduit et détenu à la prison de KIGALI

Notifié au prévenu le 195 ...

Le Juge. **-suppléant**

PREUD'HOMME



N.A. Signalement :

RMP.2544/S

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

Taille.....

Cheveux.....

Sourcils.....

Yeux.....

Front.....

Nez.....

Bouche.....

Menton.....

Barbe.....

Figure.....

Signes particuliers :

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre

Résidence du Ruanda, résidant à Kigali

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

~~RUBUNDA~~ munyarwanda, muhutu, fils ~~Rwatanbuga~~ (+) et de
~~Nyirarukaka~~ (+) originaire de la colline Gikomero, chefferie
Bwanacyambwe, territoire de Kigali, résidant à la colline
Kinihurura, même territ. et chefferie.
prévenu de Vol qualifié (art. 79 et 81 C.P.I.11)

infraction prévue par les art. 79 et 81

Attendu que (1) le prévenu est en aveux (ou) il existe des indices sérieux de culpabilité, et qu'il est passible d'une peine de plus de six mois de S. P. P.

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit RUBUNDA

soit arrêté et conduit à la maison centrale d'e KIGALI

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à KIGALI, le 8 avril 1952

L'Officier du Ministère Public.

CH. SACRE.



(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent.....52....., le.....31ème.....

jour du mois de.....mars.....

Nous,.....Vansteen Ignace.....

en Territoire de.....Kigali....., Officier de Police Judiciaire à compétence
.....générale.....

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé.....RUBUNDA....., fils de.....Rwatabuga (dcd).....

et de.....Nyirarukaka (dcd)....., originaire du Territoire de.....~~Gikomero~~ Kigali

chefferie.....Bwanacynabwe....., sous-chefferie.....Gikomero.....

colline.....Gikomero....., résidant à.....Kinihurura.....

inculpé de.....vol qualifié.....et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

.....à la prison.....

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de ré-
primer l'infraction.